

PROSPECTUS

20 octobre 2011



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Établissement Public National à Caractère Administratif

Siège social :

56, rue de Lille,
75356 Paris 07 SP
France

Admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris d'obligations (les « Obligations ») d'un montant nominal de 25.000.000 d'euros portant intérêt au taux de 3,75 % l'an et venant à échéance le 15 juillet 2025 assimilables aux obligations d'un montant nominal total de 336.263.911,75 d'euros portant intérêt au taux de 3,75 % l'an et venant à échéance le 15 juillet 2025, émises le 15 juillet 2005 dont le prospectus été visé par l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») sous le n°05-606 en date du 29 juin 2005.

Prix d'émission : 104,346 % plus un montant correspondant aux intérêts courus pour la période allant du 15 juillet 2011 inclus au 24 octobre 2011 exclu

Code ISIN : FR0010212613

Durée de l'emprunt : 14 ans



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 11-478 en date du 20 octobre 2011 sur le présent prospectus.

Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1 I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais auprès de la Caisse Nationale des Autoroutes (l'« **Émetteur** » ou « **CNA** »), 56, rue de Lille, 75356 Paris 07 SP, France ainsi qu'auprès de BNP Paribas Securities Services (l'« **Agent Payeur** »), 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France. Le présent Prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de la CNA (www.cna-autoroutes.fr) et de l'AMF (www.amf-france.org).

J.P. Morgan
Chef de File

Ce document constitue un prospectus (le « **Prospectus** ») au sens de l'article 5.3 de la directive CE/2003/71 du Parlement européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003.

L'Émetteur, confirme qu'à sa meilleure connaissance, après avoir effectué toutes les diligences nécessaires, le présent Prospectus comprend toutes les informations pertinentes concernant l'Émetteur et les Obligations dans le cadre de l'émission et de l'offre des Obligations, que ces informations sont exactes, précises et sincères, qu'il n'existe pas de faits dont l'omission, dans le cadre de l'émission ou de l'offre des Obligations, serait susceptible de rendre trompeuses ou inexacts les informations ou opinions exprimées dans le présent Prospectus, et que toutes démarches nécessaires ont été effectuées afin de vérifier l'exactitude des informations figurant dans le présent Prospectus. L'Émetteur en accepte la responsabilité.

Le présent Prospectus ne constitue ni une offre, ni une invitation de (ou pour le compte de) l'Émetteur ou du Chef de File (tel que défini dans la section « Résumé ») à souscrire ou à acquérir l'une quelconque des Obligations.

Dans certains pays, la diffusion du présent Prospectus et l'offre ou la vente des Obligations peuvent faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. L'Émetteur et le Chef de File invitent les personnes à qui ce Prospectus serait remis à se renseigner et à respecter ces restrictions. Une description de certaines de ces restrictions d'offre et de vente des Obligations et de distribution du présent Prospectus figure sous le titre « Souscription et Vente » ci-après.

Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en vertu du United States Securities Act de 1933 (ci-après « **Securities Act** »). Sous réserve de certaines exceptions, les Obligations ne peuvent être ni offertes ni vendues aux États-Unis.

Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations relatives à l'émission ou la vente des Obligations autres que celles contenues dans le présent Prospectus. Toutes informations ou déclarations non incluses dans le présent Prospectus ne sauraient en aucune façon être autorisées par l'Émetteur ou le Chef de File. En aucune circonstance, la remise de ce Prospectus ou une quelconque vente des Obligations ne peut impliquer d'une part, qu'il n'y ait pas eu de changement dans la situation de l'Émetteur depuis la date du présent Prospectus ou, d'autre part, qu'une quelconque information fournie dans le cadre de la présente émission soit exacte à toute date postérieure à la date indiquée sur le présent Prospectus.

Toute référence dans le présent Prospectus à « **€** », « **EURO** », « **EUR** » ou à « **euro** » désigne la monnaie unique qui a été introduite dans les états membres de l'Union européenne ayant adopté la monnaie unique en application du Traité de Rome du 25 mars 1957, tel que modifié par l'Acte Unique Européen de 1986 et par le Traité sur l'Union européenne du 7 février 1992, établissant la Communauté Européenne, tel que modifié.

Le présent Prospectus et tout document d'information relatif à l'Émetteur, ou aux Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation de la situation financière de l'Émetteur ou une quelconque évaluation des Obligations et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat des Obligations formulée par l'Émetteur ou le Chef de File. Chaque acquéreur potentiel des Obligations devra juger par lui-même de la pertinence des informations contenues dans le présent Prospectus et fonder sa décision d'achat des Obligations sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Le Chef de File ne s'engage pas à contrôler la situation financière ou la situation générale de l'Émetteur pendant la durée de l'emprunt, ou à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations que l'un d'entre eux serait amené à connaître à ce sujet.

Le présent Prospectus contient des informations prospectives, identifiables notamment par l'utilisation du futur et du conditionnel ainsi que de termes ou expressions tels que « devrait »,

« doit » ou « doivent », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations prospectives, qui comprennent tous les éléments ne correspondant pas à des données historiques, ne peuvent pas être interprétées comme constituant des garanties quant aux résultats futurs de l'Émetteur.

Dans le cadre de la présente émission, J.P. Morgan Securities Ltd (« **l'Établissement chargé des Opérations de Régularisation** ») (ou toute personne agissant pour le compte de l'Établissement chargé des Opérations de Régularisation) peut effectuer des sur-allocations d'Obligations ou des opérations en vue de maintenir le cours des Obligations à un niveau supérieur à celui qu'elles atteindraient autrement en l'absence de telles opérations. Cependant, il n'est pas assuré que l'Établissement chargé des Opérations de Régularisation (ou toute personne agissant pour le compte de l'Établissement chargé des Opérations de Régularisation) effectuera de telles opérations. Ces Opérations de Régularisation ne pourront débuter qu'à compter de la date à laquelle les conditions de l'émission auront été rendues publiques et, une fois commencées, elles pourront être arrêtées à tout moment et devront prendre fin au plus tard à la première des dates suivantes : (i) trente (30) jours après la date à laquelle l'Émetteur a reçu le produit de l'émission des Obligations, et (ii) soixante (60) jours après la date d'allocation des Obligations. De telles Opérations de Régularisation seront effectuées conformément aux lois et réglementations applicables.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	5
DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE	11
PERSONNES RESPONSABLES ET CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	12
FACTEURS DE RISQUE	14
MODALITÉS DES OBLIGATIONS	18
UTILISATION DU PRODUIT DE L'ÉMISSION	27
DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR	28
SOUSCRIPTION ET VENTE	35
INFORMATION GÉNÉRALE	37

RÉSUMÉ

Le résumé ci-dessous doit être lu comme une introduction au présent Prospectus. Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet d'une admission aux négociations sur un marché réglementé doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus dans sa globalité, incluant les documents incorporés par référence. Une action en responsabilité civile pourrait être recherchée dans un État Membre auprès de la Personne Responsable sur la base du présent résumé, y compris sa traduction, si son contenu est trompeur, inexact ou contradictoire, de façon significative, par rapport aux informations contenues ou incorporées par référence dans les autres parties du Prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue ou incorporée par référence dans le présent Prospectus est intentée devant un tribunal d'un État Membre de l'Espace Économique Européen (un « État EEE »), l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale l'État EEE concerné, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de toute procédure judiciaire.

Les termes et expressions définis au paragraphe « Modalités des Obligations » ci-après ont la même signification que dans le présent Résumé.

I. Description de l'Émetteur

Renseignements de caractère général concernant l'Émetteur et ses organes d'administration

Dénomination	Caisse Nationale des Autoroutes (« CNA » ou « l'Émetteur »)
Siège social	56, rue de Lille, 75356 Paris 07 SP
Forme juridique de l'Émetteur et nature des organes d'administration	Établissement public national à caractère administratif doté de l'autonomie financière
Nom et statut des contrôleurs légaux	Mme Martine Delaveau, agent comptable nommée par arrêté conjoint du Ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables et du Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 19 octobre 2007 (JO du 17 novembre 2007)
Date de constitution et d'expiration de l'Émetteur	La Caisse Nationale des Autoroutes a été créée en 1963 pour une durée indéterminée.
Indication des lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à l'émetteur (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux)	Au siège administratif de la Caisse Nationale des Autoroutes : 15, quai Anatole France 75356 Paris 07 SP

Renseignements de caractère général concernant le capital

Montant du capital	De par son statut, la Caisse Nationale des Autoroutes n'est pas dotée de capital.
--------------------	---

Renseignements concernant l'activité de l'Émetteur

Bref descriptif de l'activité de l'Émetteur et de son évolution

Conformément à l'article R. 122-7 du Code de la voirie routière, la CNA est chargée d'émettre des emprunts affectés au financement de la construction ou de l'aménagement des autoroutes donnant lieu à la perception de péages, et de répartir le produit de ces emprunts entre les collectivités ou sociétés ayant reçu la concession de la construction ou de l'exploitation d'autoroutes en application des dispositions de l'article L. 122-4 du Code de la voirie routière.

La CNA est un établissement financièrement autonome, dont les recettes ne proviennent pas du budget de l'Etat. Elle est dotée d'un Conseil d'administration qui délibère sur le budget, les comptes et le programme d'emprunts annuel. Sa gestion administrative, comptable et financière est assurée, sous le contrôle du Conseil d'administration, par la Caisse des Dépôts, dans les conditions fixées par une convention conclue entre les deux établissements.

Chaque année, la CNA met donc en œuvre un programme d'emprunts élaboré en étroite concertation avec ses Ministres de tutelle (Ministre chargé de la voirie routière nationale / Ministre chargé de l'économie et des finances) et les sociétés concessionnaires d'autoroutes.

Les sommes ainsi émises par la CNA sont ensuite réparties entre les sociétés sous forme de prêts dont les conditions de taux et de maturité sont exactement similaires à celles applicables aux emprunts souscrits par la CNA. Des contrats de prêts sont alors conclus entre la CNA et les différentes sociétés concessionnaires d'autoroutes, et définissent les obligations réciproques des deux parties, notamment l'obligation des sociétés de reverser à la CNA les sommes relatives aux différentes échéances des prêts ainsi distribués.

Au-delà de ces contrats de prêts particuliers, les conditions générales régissant les relations entre la CNA et les sociétés étaient jusqu'au début 2006 fixées dans le cadre d'une Convention technique en date du 2 septembre 1996, laquelle a été refondue en vue de sécuriser le remboursement de la dette CNA, suite à la privatisation début 2006 des trois grands groupes autoroutiers français jusqu'alors financés via la CNA.

Compte tenu de l'arrivée à maturité progressive du réseau des sociétés historiquement financées par la CNA et de la sortie des grands groupes concessionnaires privatisés début 2006 du système de financement CNA, la décroissance de l'encours de la dette de la Caisse observée depuis 2003 devrait s'accroître à l'avenir (13.220.000 d'euros fin 2010 en valeur historique).

II. Caractéristiques essentielles des Obligations

Description	Émission d'obligations d'un montant total de 25.000.000 d'euros portant intérêt au taux de 3,75% l'an et venant à échéance en 2025 (les « Obligations »), assimilables aux obligations d'un montant nominal total de 336.263.911,75 d'euros portant intérêt au taux de 3,75 % l'an et venant à échéance le 15 juillet 2025 émises le 15 juillet 2005.
Montant nominal de l'émission	25.000.000 euros
Chef de File	J.P. Morgan Securities Ltd
Agent Payeur	BNP Paribas Securities Services (affilié Euroclear France 29106)
Prix d'émission	Le prix d'émission sera égal à 104,346%, plus un montant de 258.709,02 euros correspondant aux intérêts courus pour la période du 15 juillet 2011 inclus au 24 octobre 2011 exclu, au taux de 3,75% du montant nominal total des Obligations.
Forme des Obligations	Les Obligations sont émises sous la forme de titres au porteur ou au nominatif, au choix de l'Émetteur, dématérialisés. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R. 211-7 du Code monétaire et financier ne sera émis en représentation des Obligations. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.
Représentation des titulaires d'Obligations	Conformément à l'article L.228-46 du Code de commerce, les titulaires d'Obligations sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile (la « Masse »). Le représentant titulaire désigné de la Masse des obligataires est Monsieur Denis Prouteau, demeurant 81 rue du Rocher, 75008 Paris.
Systèmes de compensation	Euroclear France.
Devises	Euro
Échéance	15 Juillet 2025
Valeur nominale	0,25 euros
Rang des Obligations	Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et non subordonnés de l'Émetteur qui viennent et viendront au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives) au même rang que toutes les autres dettes présentes ou futures non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Émetteur, sans préférence ou priorité en raison de la date d'émission, de la monnaie de

paiement ou de toute autre façon.

Maintien de l'emprunt à son rang

Tant que les Obligations seront en circulation, l'Émetteur ne consentira pas ni ne laissera subsister un quelconque gage, hypothèque, nantissement, ou autre sûreté sur l'un quelconque de ses actifs ou revenus, présents ou futurs, en garantie d'un Endettement Externe contracté ou garanti par lui (que ce soit avant ou après l'émission des Obligations) sans que soient consenties les mêmes sûretés et le même rang aux présentes Obligations. Pour les besoins du présent paragraphe, « **Endettement Externe** » signifie tout endettement au titre d'un emprunt, représenté ou non par des obligations ou d'autres titres, libellé dans toute monnaie et qui sont cotés ou négociés, ou susceptibles de l'être, sur une quelconque bourse de valeurs, un marché de gré à gré ou tout autre marché de titres.

Cas de Défaut

Dès la survenance de l'un quelconque des événements énumérés ci-dessous, le Représentant de la Masse pourra, sur simple notification écrite adressée à l'Agent Payeur, avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement des Obligations à leur valeur nominale majorée des intérêts courus, le cas échéant :

(a) défaut de paiement à sa date d'exigibilité de tout montant en principal ou intérêt dû au titre de toute Obligation s'il n'est pas remédié à ce défaut dans un délai de 15 jours à compter de sa date d'exigibilité ; ou

(b) inexécution ou non respect d'un quelconque engagement ou d'une quelconque obligation ou titre des Obligations s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception par l'Agent Payeur de la notification écrite dudit manquement adressée par le porteur de ces Obligations; ou

(c) exigibilité anticipée de toute autre dette d'emprunt de l'Émetteur à la suite de la survenance d'un cas d'exigibilité anticipé ou un cas de non paiement à échéance après expiration de tout délai de grâce applicable, ou si toute garantie consentie par l'Émetteur au titre de dette d'emprunts de tiers n'est pas honorée lorsqu'elle est appelée, à moins que, dans chacun de ces cas, l'Émetteur ait contesté de bonne foi l'exigibilité de cette dette ou la mise en œuvre de cette garantie et que cette contestation ait été soumise à un tribunal compétent, auquel cas le défaut de paiement ne constituera pas un cas d'exigibilité anticipé en vertu du présent paragraphe aussi longtemps que ce litige n'aura pas fait l'objet d'un jugement devenu définitif; ou

(d) dissolution de l'Émetteur, préalablement au

	remboursement de la totalité des Obligations, à moins que ses activités et ses dettes ne soient transférées à une autre entreprise publique contrôlée ou détenue par l'État et à condition que cette entreprise publique soit soumise aux dispositions de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (telle qu'en vigueur en substance à la date d'émission des Obligations) ou toute loi ou réglementation en substance équivalente qui lui succéderait; ou (e) la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 (telle qu'en substance en vigueur à la date d'émission des Obligations) ou toute autre loi ou réglementation en substance équivalente qui lui succéderait n'est plus applicable à l'Émetteur.
Notation	L'émission des Obligations fait l'objet d'une notation AAA par Fitch Ratings et AAA par Standard & Poor's Rating Services.
Remboursement anticipé	L'Émetteur peut (et dans certaines hypothèses doit) rembourser les Obligations de manière anticipée, en totalité et non en partie, au pair, majoré, le cas échéant, des intérêts courus, dans le cas où interviendraient certains changements dans les lois ou réglementations fiscales françaises.
Régime fiscal	Les paiements d'intérêts et autres revenus afférents aux Obligations bénéficient de l'exonération de retenue à la source prévue à l'article 131 <i>quater</i> du Code général des impôts.
Droit applicable	Droit français.
Cotation et admission aux négociations	Euronext Paris.
Offre au public	Non applicable.
Utilisation du produit de l'émission	Le produit net de l'émission devant être reçu par l'Émetteur au titre de l'émission des Obligations, d'environ 26.295.209,02 euros, est destiné à financer les activités de l'Émetteur.
Mode de publication du Prospectus	Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille, 75356 Paris 07 SP, France ainsi qu'auprès de BNP Paribas Securities Services, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France. Le présent Prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de la CNA (www.cna-autoroutes.fr) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).
Restrictions de vente	Il existe des restrictions concernant la vente des Obligations dans différents pays, notamment les États-Unis, et certains États parties à l'accord sur l'Espace Économique Européen, parmi lesquels la France et le Royaume-Uni (Voir la section « Souscription et Vente » ci-

après).

III. Facteurs de Risques essentiels de l'émission des Obligations

A. Facteurs de Risques liés à l'Émetteur

Il existe certains facteurs qui peuvent altérer la capacité de l'Émetteur à exécuter ses obligations relatives aux Obligations émises. En particulier, les investisseurs potentiels doivent prendre en compte les risques suivants relatifs à l'Émetteur (voir pour plus de détails la section « Facteurs de Risque » ci-après) :

- risques juridiques
- risques de marché

B. Risques essentiels des Obligations

Certains facteurs peuvent affecter la capacité de l'Émetteur à remplir ses obligations liées aux Obligations émises (voir pour plus de détails la section « Facteurs de Risque » ci-après), et notamment :

- risques généraux relatifs aux Obligations (ex : revue indépendante et conseil, remboursement anticipé des Obligations dans des circonstances limitées, modification des modalités des Obligations, droits et taxes) ; et
- risques relatifs au marché (ex : taux d'intérêt, revente avant échéance, liquidité, volatilité, taux de change, notations de crédit).

Bien que l'ensemble de ces facteurs de risques ne constitue que des éventualités, susceptibles ou non de se réaliser, les investisseurs potentiels doivent être conscients que l'acquisition des Obligations peut conduire à une volatilité et/ ou une baisse de la valeur de marché des Obligations émises ne correspondant pas aux attentes (financières ou autres) d'un investisseur qui investirait dans les Obligations.

Cependant, chaque investisseur potentiel doit déterminer, en se fondant sur une analyse personnelle indépendante et lorsque les circonstances l'exigent, sur les conseils de professionnels, si l'acquisition des Obligations est en adéquation avec sa situation, ses besoins, et ses objectifs financiers ; si elle correspond à l'ensemble de sa politique d'investissement, lignes directrices et restrictions applicables et si elle constitue un investissement adapté, approprié et adéquat, compte tenu des risques substantiels inhérents à l'investissement ou à la détention des Obligations.

DOCUMENTS INCORPORÉS PAR RÉFÉRENCE

Le présent Prospectus doit être lu et interprété conjointement avec les sections citées dans le tableau ci-après. Ces sections, incluses dans les documents suivants, sont incorporées dans le présent Prospectus et sont réputées en faire partie intégrante :

- les comptes annuels 2010 de l'Émetteur (les « **Comptes Annuels 2010** ») ;
- les comptes annuels 2009 de l'Émetteur (les « **Comptes Annuels 2009** ») ;
- les comptes semestriels au 30 juin 2011 de l'Émetteur (les « **Comptes Semestriels 2011** »).

TABLE DE CONCORDANCE

Information incorporée par référence (Annexe IV du Règlement communautaire 809/2004/CE)	Références
Informations Financière sélectionnées	Comptes Annuels 2010 – pages 2 à 3 Comptes Annuels 2009 – pages 2 à 3
Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Émetteur	
Informations financières historiques	Comptes Annuels 2010 – pages 2 à 6 Comptes Annuels 2009 – pages 2 à 7
États financiers	Comptes Annuels 2010 – pages 2 à 3 Comptes Annuels 2009 – pages 2 à 3
Date des dernières informations financières	Comptes Annuels 2010 – pages 2 et 3 Comptes Annuels 2009 – pages 2 et 3
Informations financières intermédiaires et autres	Comptes Semestriels 2011 – pages 1 à 14

PERSONNES RESPONSABLES ET CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

1 Personne responsable des informations contenues dans le Prospectus

Caisse Nationale des Autoroutes

56, rue de Lille,
75356 Paris 07 SP
France

Représenté par Madame Claudie Tanguy
Secrétaire Général de la Caisse Nationale des Autoroutes

Déclaration de la personne responsable du Prospectus

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Madame Claudie Tanguy
Secrétaire Général de la Caisse Nationale des Autoroutes
20 octobre 2011

2 Contrôle des comptes

En ma qualité de Comptable Public, assermentée auprès de la Cour des Comptes, nommée Agent comptable de l'établissement public « Caisse nationale des autoroutes » à compter du 4 mai 2007 par arrêté conjoint du ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 19 octobre 2007 publié au Journal officiel du 17 novembre 2007 :

- je confirme que toutes les informations financières présentées dans le prospectus en date du 20 Octobre 2011 sont conformes aux comptes de la Caisse nationale des autoroutes (CNA),
- j'ajoute en outre, que les comptes de l'Émetteur public ont été établis conformément aux dispositions du décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et de son instruction d'application M9-1 sur la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif,
- j'atteste, enfin, que je n'ai pas eu connaissance à ce jour de changements significatifs dans la situation financière de la CNA depuis le 30 juin 2011, notamment qu'il ne s'est produit aucun événement susceptible de constituer un cas d'exigibilité anticipée au sens des Modalités des Obligations et que l'émission de ces dernières, émises par l'Ordonnateur de l'établissement public n'excédera pas en 2011 le montant de l'autorisation de procéder à des emprunts obligataires dont il dispose, montant maximum autorisé par le Conseil d'administration de la CNA en sa séance du 05 janvier 2011.

Cette attestation relative aux états financiers est délivrée dans le cadre de l'examen et du contrôle par un comptable public des activités de l'Ordonnateur notamment pour la CNA, Émetteur public, à l'occasion de l'émission d'Obligations. Elle ne peut en aucun cas être utilisée, transmise, citée ou il ne peut lui être fait référence à d'autres fins en matière d'achat ou de vente d'instruments financiers autres que les Obligations telles que décrites dans le Prospectus.

Martine Delaveau
Agent Comptable de la Caisse Nationale des Autoroutes
20 octobre 2011

FACTEURS DE RISQUE

Les risques décrits ci-après sont susceptibles d'affecter la capacité de l'Émetteur à remplir ses engagements au titre des Obligations. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire sans que l'Émetteur soit en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Des facteurs importants pour déterminer les risques de marché associés aux Obligations sont également décrits ci-après.

Les risques décrits ci-après constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les Obligations et identifiés comme tel par l'Émetteur, mais l'Émetteur ne peut confirmer que les éléments relatifs aux risques liés à la détention des Obligations décrits ci-après sont exhaustifs. L'Émetteur peut se trouver exposé à d'autres risques importants qui ne sont pas connus à ce jour ou que l'Émetteur ne considère pas comme majeurs aujourd'hui et qui pourraient également affecter sa capacité à remplir ses engagements au titre des Obligations.

Les investisseurs sont invités à examiner les facteurs de risque suivants avant de prendre une décision d'investissement dans les Obligations. D'autres risques et incertitudes non connus de l'Émetteur à ce jour ou qu'il juge aujourd'hui négligeables pourraient également avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière et ses résultats. Les investisseurs potentiels sont tenus de procéder à une évaluation personnelle et indépendante de l'ensemble des considérations relatives à un investissement dans les Obligations et de prendre en compte l'intégralité des informations détaillées dans le présent Prospectus.

Sauf mention contraire, les termes définis dans la présente section auront le sens qui leur est donné dans les Modalités des Obligations.

FACTEURS DE RISQUE RELATIFS À L'ÉMETTEUR

1 Risques juridiques

La CNA est un établissement public national à caractère administratif doté de l'autonomie financière, dont les recettes ne proviennent pas du budget de l'État, et qui a pour mission de procurer aux sociétés concessionnaires d'autoroutes les ressources destinées au financement de la construction ou de l'aménagement des autoroutes donnant lieu à la perception de péages. Pour ce faire, la CNA émet des emprunts sur les marchés français et internationaux et contracte des emprunts auprès de certains établissements financiers.

Hormis les contrats de prêts individuels conclus entre la CNA et ses bénéficiaires lors de la mise à disposition auxdits bénéficiaires de toute nouvelle ressource souscrite par elle sur les marchés ou auprès d'établissements financiers, les conditions générales régissant les relations entre la CNA et les sociétés concessionnaires d'autoroutes étaient jusqu'à maintenant fixées dans le cadre d'une Convention technique en date du 2 septembre 1996.

Le 18 juillet 2005, le Gouvernement français a initié un processus de privatisation des trois grands groupes autoroutiers français ASF, APRR et Sanef. Ces trois sociétés représentaient à elles seules près de 90% de la dette CNA, à la fin de l'année 2005. A ce titre, la CNA a procédé à l'élaboration d'avenants à la Convention technique de 1996 régissant les relations entre la CNA et lesdites sociétés, afin d'apporter des précisions sur

certain points et de modifier un certain nombre de stipulations existantes qui avaient été fixées à une époque où l'Etat était directement et indirectement leur actionnaire majoritaire. Ces avenants, qui visent à sécuriser le remboursement de la dette CNA par les sociétés désormais privatisées, leur imposent notamment de nouvelles contraintes financières sous la forme de ratios financiers à respecter. Ces ratios sont dette nette / EBITDA < 7 et EBITDA / charges financières > 2,2. Ces avenants limitent également le périmètre d'activité des sociétés concessionnaires d'autoroutes et permettent le contrôle préalable par la CNA des opérations de fusion, absorption et apport partiel d'actifs. En contrepartie, les avenants accordent aux sociétés concessionnaires d'autoroutes la possibilité de rembourser de manière anticipée leur dette à la CNA. La conclusion de ces avenants par les sociétés concessionnaires d'autoroutes est intervenue au cours du premier semestre 2006. Conformément aux stipulations de ces avenants, les sociétés concessionnaires d'autoroutes se sont engagées à informer régulièrement la CNA sur leur situation financière. La CNA vérifie régulièrement la conformité des informations communiquées avec les engagements des sociétés concessionnaires d'autoroutes.

2 Risques de marché

L'exposition de la CNA aux risques de marché se limite actuellement à un risque de taux résultant de ses émissions d'emprunts obligataires à taux fixe et d'un emprunt indexé sur l'inflation française.

Ces risques de taux sont aujourd'hui couverts de manière parfaitement congruente par les prêts consentis aux sociétés concessionnaires d'autoroutes.

FACTEURS DE RISQUE RELATIFS AUX OBLIGATIONS

1 Revue indépendante et conseil

L'investissement dans les Obligations implique une connaissance et une expérience des opérations sur les marchés de capitaux et des obligations ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Obligations.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le présent Prospectus et des informations d'ordre général relatives aux Obligations.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils ont les ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition d'Obligations.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Obligations et des risques qui en découlent et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière. Il est également recommandé aux investisseurs potentiels de procéder à leur propre analyse des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires de l'acquisition d'Obligations. Les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier) les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Certains investisseurs potentiels sont soumis à une réglementation stricte en matière d'investissements. Ces investisseurs potentiels devront consulter leur conseil juridique afin

de déterminer si la loi les autorise à investir dans les Obligations, si l'investissement dans les Obligations est compatible avec leurs autres emprunts et si d'autres restrictions d'achat des Obligations leur sont applicables.

2 Remboursement anticipé des Obligations dans des circonstances limitées

Les porteurs d'Obligations ne sont autorisés à demander le remboursement anticipé des Obligations que dans des circonstances limitées : en cas de survenance d'un cas d'exigibilité anticipée. Les porteurs d'Obligations ne pourront demander le remboursement anticipé des Obligations que conformément aux Modalités des Obligations.

3 Modification des Modalités des Obligations

Les porteurs d'Obligations seront groupés en une masse pour la défense de leurs intérêts communs et pourront se réunir en assemblée générale. L'assemblée générale des porteurs d'Obligations ne peut ni acquérir ni accroître les charges des obligataires ni établir un traitement inégal entre les obligataires d'une même masse.

Toutefois, elle délibère sur toutes mesures ayant pour objet d'assurer la défense des obligataires et l'exécution du contrat d'emprunt ainsi que toute proposition tendant à la modification des Modalités des Obligations. Toute modification approuvée par l'assemblée générale s'imposera à l'ensemble des porteurs d'Obligations y compris ceux qui ont voté contre la résolution considérée ou qui n'étaient pas présents ou représentés à l'assemblée générale.

4 Droits et taxes

Les acquéreurs et les vendeurs d'Obligations doivent savoir qu'il est possible qu'ils aient à payer des impôts et taxes en application des lois et pratiques de l'État dans lequel les Obligations sont transférées et/ou dans lequel un quelconque actif est délivré.

5 Risques relatifs au marché

5.1 Risques liés aux taux d'intérêt

L'évolution des taux d'intérêt peut affecter défavorablement la valeur des Obligations. En règle générale, les prix des Obligations à taux fixe augmentent lorsque les taux d'intérêt baissent et diminuent lorsque les taux d'intérêt augmentent.

5.2 Risques liés à la revente avant échéance

Les modalités financières des Obligations ont été élaborées dans la perspective d'un investissement jusqu'à la date d'échéance, soit le 15 juillet 2025. En conséquence, si le porteur d'Obligations revend les Obligations à une autre date, cette cession s'effectuera à un prix qui peut ne pas correspondre au nominal des Obligations. Le porteur d'Obligations prend donc un risque en capital non mesurable *a priori* s'il réalise son investissement avant échéance.

5.3 Risque de liquidité

Les Obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Cependant, aucune assurance ne peut être donnée qu'un marché actif pour les Obligations se développera ou que leurs porteurs d'Obligations seront en mesure de céder leurs Obligations sur ce marché à des conditions de prix et de

liquidité satisfaisantes. Ainsi, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de céder leurs Obligations à un prix égal au pair et éventuellement connaître une perte en nominal. Par ailleurs, les échanges sur Obligations entre investisseurs institutionnels qui portent sur des quantités importantes sont généralement exécutés hors marché. En conséquence, tous les investisseurs pourraient ne pas avoir accès à ce type de transaction et notamment à leurs conditions de prix. Il n'existe aucune obligation de constituer un marché pour les Obligations.

5.4 Risques liés à la volatilité du marché

Le marché des obligations est influencé par les conditions économiques et de marché et, à des degrés divers, par les taux d'intérêt, les taux de change et d'inflation en Europe et hors d'Europe. Il ne peut être garanti que des événements en France, en Europe ou ailleurs n'engendreront pas une volatilité des marchés ou qu'une telle volatilité n'affectera pas défavorablement la valeur de marché des Obligations.

5.5 Risques liés aux taux de change

L'Émetteur assurera les paiements dus au titre des Obligations en euros. Tout porteur d'Obligations dont les activités financières sont réalisées principalement dans une devise autre que l'euro doit prendre en considération les risques de fluctuation des taux de change avec l'euro ainsi que les modifications de règles de contrôle des changes. Une appréciation de la valeur de la devise du porteur d'Obligations par rapport à l'euro diminuerait dans la devise du porteur d'Obligations la contre-valeur des paiements (intérêts, remboursement) reçus au titre des Obligations, la valeur de marché des Obligations et donc le rendement des Obligations pour son porteur.

En outre, les gouvernements et autorités monétaires pourraient imposer des contrôles de change qui pourraient affecter le taux de change applicable. De ce fait, les porteurs d'Obligations pourraient percevoir un montant en principal ou intérêts inférieur à celui prévu, voire aucun de ces montants.

5.6 Risques liés aux notations de crédit

La notation des Obligations ne reflète pas nécessairement tous les risques liés aux Obligations et autres facteurs qui peuvent affecter la valeur des Obligations. Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention de titres et peut, à tout moment, être suspendue, modifiée ou faire l'objet d'un retrait par l'agence de notation concernée.

MODALITÉS DES OBLIGATIONS

1 CADRE DE L'ÉMISSION

1.1 Autorisations

En application des dispositions de l'article R.122-9 et R.122-10 du Code de la voirie routière, le Conseil d'administration de la Caisse Nationale des Autoroutes (l' « **Émetteur** » ou la « **CNA** ») réuni le 5 janvier 2011 a fixé l'enveloppe globale d'emprunts pour l'année 2011 à 56.000.000 d'euros. Il a également été décidé une assimilation à la souche 3,75% à échéance du 15 juillet 2025.

Le Conseil d'administration a également délégué tous pouvoirs à son président, avec faculté de subdélégation, afin de procéder à l'émission d'obligations.

Le président, par décision en date du 9 septembre 2011, a décidé d'utiliser cette délégation conférée par le Conseil d'administration afin d'émettre des obligations pour un montant maximum de 25.000.000 euros (les « **Obligations** ») et a délégué à Madame Claudie Tanguy, Secrétaire générale de la CNA, tous pouvoirs à l'effet de faire le nécessaire au nom de la CNA pour la réalisation de cet emprunt, et notamment de signer tous contrats relatifs à cet emprunt et signer et/ou délivrer tous certificats, reçus et autres documents, ainsi que donner toutes instructions relatives à la réalisation de cet emprunt.

Conformément à l'article R.122-10 du Code de la voirie routière, par décision en date du 27 septembre 2011, Laurent Perdiolat représentant du Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a autorisé l'émission des Obligations.

1.2 Nombre et valeur nominale des Obligations

Le montant nominal de l'émission est de 25.000.000 d'euros, représenté par 100.000.000 Obligations d'un montant nominal de 0,25 euros chacune.

Les Obligations sont assimilables aux obligations d'un montant nominal total de 336.263.911,75 euros portant intérêt au taux de 3,75% et venant à échéance le 15 juillet 2025, émises le 15 juillet 2005.

2 CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS

2.1 Nature, forme et délivrance des Obligations

Les Obligations sont émises dans le cadre de la législation française. Les Obligations ne donneront pas lieu à l'émission de certificats représentatifs de l'article R. 211-7 du Code monétaire et financier ni à aucun autre titre matérialisé.

Elles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des détenteurs.

Les Obligations seront obligatoirement inscrites en compte conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier, tenus par un intermédiaire financier qui sera, selon les cas :

- BNP Paribas Securities Services mandaté par la CNA pour les Obligations nominatives pures ;
- un intermédiaire habilité au choix du titulaire pour les Obligations nominatives administrées ;

- un intermédiaire habilité au choix du titulaire pour les Obligations au porteur.

Les opérations de règlement-livraison de l'émission se traiteront dans le système de règlement-livraison d'Euroclear France. L'ensemble des Obligations composant l'émission seront admises aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des Obligations entre intermédiaires financiers.

Les Obligations seront inscrites en compte et négociables à compter de la date de règlement.

2.2 Prix d'émission

Le prix d'émission des Obligations sera égal à 104,346 % du nominal total de l'émission, plus un montant de 258.709,02 euros correspondant aux intérêts courus pour la période allant du 15 juillet 2011 inclus au 24 octobre 2011 exclu. Il sera réglé en une seule fois à la date de règlement.

2.3 Date de jouissance

15 juillet 2011.

2.4 Date de règlement

24 octobre 2011.

2.5 Intérêt annuel

Les Obligations rapporteront un intérêt annuel fixe de 3,75 % du nominal soit 0,009375 euro par Obligation. Ces obligations porteront intérêt à compter du 15 juillet 2011 inclus (la « **Date de Début de Période d'intérêts** ») payable annuellement à terme échu le 15 juillet de chaque année (la « **Date de Paiement du Coupon** ») et pour la première fois le 15 juillet 2012. La période commençant à la Date de Début de Période d'Intérêts (incluse) et s'achevant à la première Date de Paiement du Coupon (exclue) et chaque période successive commençant à une Date de Paiement du Coupon (incluse) et s'achevant à la Date de Paiement du Coupon (exclue) suivante est appelée « **Période d'Intérêts** ».

Les Obligations cesseront de porter intérêt à compter de la date prévue pour leur remboursement à moins que l'Émetteur ne prenne pas de dispositions adéquates en vue de leur remboursement à cette date. Dans ce cas, les intérêts continueront de courir sur le nominal des Obligations au taux du coupon des Obligations (avant et aussi bien qu'après décision judiciaire) jusqu'à la première des deux dates suivantes : (a) la date à laquelle toutes les sommes dues aux titulaires à cette date au titre de ces Obligations auront été reçues par ou pour le compte du titulaire concerné et (b) la date à laquelle l'Agent Payeur aura notifié aux titulaires des Obligations, conformément au paragraphe 2.16.1 (« Avis et convocations») ci-dessous, qu'il a reçu toutes les sommes dues aux titulaires au titre des Obligations à cette date.

Si les intérêts doivent être calculés pour une période inférieure à un an, ils seront calculés sur une base journalière en divisant le nombre de jours de la période concernée, en incluant la date à laquelle les intérêts commencent à courir mais en excluant la date à laquelle ils sont dus, par le nombre de jours de la Période d'Intérêts dans laquelle se situe la période concernée (du premier jour inclus au dernier jour exclu).

Les intérêts seront prescrits à l'issue d'une période de 4 ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date d'exigibilité concernée.

2.6 Amortissement, remboursement

(i) Amortissement normal

Les Obligations seront remboursées en totalité le 15 juillet 2025 au pair.

Le principal sera prescrit à l'issue d'une période de 4 ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date d'exigibilité concernée.

(ii) Amortissement anticipé

Sous réserve des paragraphes 2.6 (iii) (« Remboursement optionnel au gré de l'Émetteur pour raisons fiscales ») et 2.6 (iv) (« Remboursement obligatoire par l'Émetteur pour raisons fiscales »), l'Émetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des Obligations par remboursement.

L'Émetteur pourra à tout moment procéder à des rachats ou échanges de tout ou partie des Obligations en bourse ou hors bourse ou par le biais d'une offre publique conformément à la législation applicable. Les Obligations ainsi rachetées ou échangées seront annulées et ne pourront par conséquent être ni réémises ni revendues.

L'information relative au nombre d'Obligations rachetées ou échangées et au nombre d'Obligations en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Émetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

(iii) Remboursement optionnel au gré de l'Émetteur pour raisons fiscales

Si l'obligation d'effectuer des paiements supplémentaires, conformément aux dispositions du paragraphe 2.15 « Fiscalité des Obligations », « *Montants supplémentaires* », résulte d'un changement de la législation française ou d'un changement dans l'application ou l'interprétation de la législation française, l'Émetteur, à condition d'avoir délivré aux porteurs d'Obligations, au plus tôt 60 jours et au plus tard 30 jours avant un avis irrévocable conformément au paragraphe 2.16.1 « Avis et convocations », pourra rembourser la totalité et non une partie seulement des Obligations à leur montant nominal majoré, le cas échéant, des intérêts courus, à condition que la date de remboursement prévue faisant l'objet de l'avis ne soit pas antérieure à la dernière date à laquelle l'Émetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le complet paiement du principal et des intérêts sans avoir à effectuer les retenues à la source françaises.

(iv) Remboursement obligatoire par l'Émetteur pour raisons fiscales

Si l'Émetteur est tenu d'effectuer des paiements supplémentaires conformément aux dispositions du paragraphe 2.15 « Fiscalité des Obligations », « *Montants supplémentaires* » et que le paiement de tels montants est prohibé par la législation française, l'Émetteur sera alors tenu, après en avoir immédiatement avisé l'Agent Payeur et sous réserve du préavis achevé, aux porteurs d'Obligations au plus tôt 20 jours et au plus tard 7 jours avant la date de prise d'effet du changement conformément au paragraphe 2.16.1 « Avis et convocations », de rembourser la totalité et non une partie seulement des Obligations à leur montant nominal majoré des intérêts courus, le cas échéant, à condition que la date de remboursement prévue faisant l'objet de l'avis ne soit pas antérieure à la dernière

date à laquelle l'Émetteur est en mesure d'effectuer le complet paiement du principal et des intérêts ou si cette date est déjà dépassée, dès que cela est possible.

(v) Exigibilité anticipée des Obligations en cas de défaut

Dès la survenance de l'un quelconque des événements énumérés ci-dessous, le Représentant de la Masse pourra, sur simple notification écrite adressée à l'Agent Payeur, avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement des Obligations à leur montant nominal, majoré des intérêts courus, le cas échéant :

- (a) défaut de paiement à sa date d'exigibilité de tout montant en principal ou en intérêt au titre des Obligations, s'il n'est pas remédié à ce défaut dans un délai de 15 jours à compter de cette date d'exigibilité, ou
- (b) inexécution ou non respect d'un quelconque engagement ou d'une quelconque obligation ou titre des Obligations s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception par l'Agent Payeur de la notification écrite dudit manquement adressée par le porteur de ces Obligations, ou
- (c) exigibilité anticipée de toute autre dette d'emprunt de l'Émetteur à la suite de la survenance d'un cas d'exigibilité anticipé ou un cas de non paiement à échéance après expiration de tout délai de grâce applicable, ou si toute garantie consentie par l'Émetteur au titre de dette d'emprunts de tiers n'est pas honorée lorsqu'elle est appelée, à moins que, dans chacun de ces cas, l'Émetteur ait contesté de bonne foi l'exigibilité de cette dette ou la mise en œuvre de cette garantie et que cette contestation ait été soumise à un tribunal compétent, auquel cas le défaut de paiement ne constituera pas un cas d'exigibilité anticipé en vertu du présent paragraphe aussi longtemps que ce litige n'aura pas fait l'objet d'un jugement devenu définitif, ou
- (d) dissolution de l'Émetteur, préalablement au remboursement de la totalité des Obligations, à moins que ses activités et ses dettes ne soient transférées à une autre entreprise publique contrôlée ou détenue par l'État et à condition que cette entreprise publique soit soumise aux dispositions de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (telle qu'en vigueur en substance à la date d'émission des Obligations) ou toute loi ou réglementation en substance équivalente qui lui succéderait, ou
- (e) la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (telle qu'en vigueur en substance à la date d'émission des Obligations) ou toute loi ou réglementation en substance équivalente qui lui succéderait n'est plus applicable à l'Émetteur.

2.7 Taux de rendement actuariel annuel brut à la date de règlement

Le taux de rendement actuariel sera de 3,367 % à la date de règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligataire).

Le taux de rendement actuariel n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.8 Durée

14 ans à la date de règlement.

2.9 Assimilation et consolidation

Dans l'hypothèse où l'Émetteur émettrait d'autres obligations, venant au même rang et ayant les mêmes modalités que les Obligations, notamment en ce qui concerne leur service financier, ces obligations seront assimilables aux Obligations en circulation, à condition que les modalités de ces obligations prévoient une telle assimilation. En conséquence les porteurs des Obligations et les porteurs de toutes autres obligations supplémentaires seront regroupés en une masse unique conformément au paragraphe 2.5.10 ci-dessous « Représentation des titulaires d'Obligations ».

2.10 Rang de créance

Les Obligations constituent (sous réserve du paragraphe 2.11 « Maintien de l'emprunt à son rang » ci-dessous) des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et non subordonnés de l'Émetteur qui viennent et viendront au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives) au même rang que toutes les autres dettes présentes ou futures non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Émetteur, sans préférence ou priorité en raison de la date d'émission, de la monnaie de paiement ou de toute autre façon.

2.11 Maintien de l'emprunt à son rang

Tant que des Obligations seront en circulation, l'Émetteur ne consentira pas ni ne laissera subsister une quelconque hypothèque, gage, nantissement ou autre sûreté sur l'un quelconque de ses actifs ou revenus, présents ou futurs, en garantie d'un Endettement Externe (tel que défini ci-dessous) contracté ou garanti par lui (que ce soit avant ou après l'émission des Obligations), sans que soient consenties les mêmes sûretés et le même rang aux présentes Obligations. Pour les besoins du présent paragraphe, « **Endettement Externe** » signifie tout endettement au titre d'un emprunt, représenté ou non par des obligations ou d'autres titres, libellé dans toute monnaie et qui sont cotés ou négociés, ou susceptibles de l'être, sur une quelconque bourse de valeurs, un marché de gré à gré ou tout autre marché de titres.

2.12 Garantie

Le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

2.13 Notation

Standard & Poor's Rating Services et Fitch Ratings ont respectivement attribué les notes AAA et AAA à la présente émission.

2.14 Représentation des titulaires d'Obligations

Conformément à l'article L.228-46 du Code de commerce, les titulaires d'Obligations sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

En application de l'article L.228-47 dudit Code, est désigné représentant titulaire de la masse obligataire (le « **Représentant de la Masse** ») Monsieur Denis Prouteau, demeurant 81, rue du Rocher, 75008 Paris.

Seul le représentant titulaire de la masse aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des titulaires d'Obligations.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des titulaires d'Obligations ou la survenance d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des Obligations. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le Représentant de la Masse serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

Le Représentant de la Masse ne sera pas rémunéré.

En cas de convocation de l'assemblée des titulaires d'Obligations, ces derniers seront réunis au siège social de l'Émetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le titulaire d'Obligations a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la masse de prendre connaissance, directement ou par l'intermédiaire d'un mandataire, au siège de l'Émetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée. Il pourra également en prendre une copie.

Dans le cas où des émissions ultérieures d'obligations offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux des Obligations et si les contrats d'émission le prévoient, les titulaires d'Obligations seront groupés en une masse unique.

2.15 Fiscalité des Obligations

Régime fiscal

En l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, les dispositions suivantes résument les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer aux investisseurs qui ne sont pas résidents fiscaux de France, qui détiendront des Obligations émises par l'Émetteur autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France, qui n'ont pas la qualité d'actionnaires de l'Émetteur et qui recevront des revenus ou produits à raison de ces Obligations. Ceux-ci doivent néanmoins s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Paiements au titre des Obligations

Les paiements d'intérêts et autres produits effectués par un émetteur au titre des emprunts émis à compter du 1^{er} mars 2010 ne sont pas soumis au prélèvement forfaitaire obligatoire visé à l'article 125 A III du Code général des impôts à moins que ces paiements ne soient effectués hors de France dans un État ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts (un « État Non Coopératif ») auquel cas ledit prélèvement, au taux de 50 %, est applicable (sous réserve de certaines exceptions et des stipulations

plus favorables d'une convention en vue d'éviter la double imposition fiscale qui serait applicable).

En outre, en application de l'article 238 A du Code général des impôts, les intérêts et autres produits relatifs à de tels emprunts ne sont pas déductibles des revenus imposables de l'émetteur s'ils sont payés ou dus à des personnes domiciliées ou établies dans un État Non Coopératif ou payés dans un État Non Coopératif. Sous certaines conditions, ces intérêts et autres produits non déductibles peuvent être requalifiés en revenus réputés distribués en vertu de l'article 109 du Code général des impôts et être soumis à la retenue à la source visée à l'article 119 *bis* 2 du Code général des impôts à un taux de 25% ou 50% (sous réserve le cas échéant des stipulations plus favorables d'une convention en vue d'éviter la double imposition fiscale qui serait applicable).

Nonobstant ce qui précède, en application de l'article 131 *quater* du Code général des impôts, les intérêts et autres produits versés au titre des Obligations, émises à compter du 1^{er} mars 2010 mais assimilables à des emprunts émis (ou réputés émis) hors de France au sens de cet article avant le 1^{er} mars 2010, continuent de bénéficier de l'exonération de la retenue à la source de l'article 125 A III du Code général des impôts telle que prévue par l'article 131 *quater* du Code général des impôts.

Les emprunts émis avant le 1^{er} mars 2010, qu'ils soient libellés en Euro ou dans toute autre devise, et constituant des obligations en droit français ou des titres de créances négociables au sens des rescrits n° 2007/59 (FP) et 2009/23 (FP) de l'administration fiscale française en date des 8 janvier 2008 et 7 avril 2009 respectivement, ou toute autre titre de créances émis en droit français ou droit étranger qui leur est fiscalement assimilé, sont réputés être émis hors de France pour les besoins de l'article 131 *quater* du Code général des impôts, conformément à l'instruction 5 I-11-98 de l'administration fiscale française en date du 30 septembre 1998 et aux rescrits n° 2007/59 (FP) et 2009/23 (FP) susmentionnés et bénéficient de l'exonération de la retenue à la source de l'article 125 A III du Code général des impôts telle que prévue par l'article 131 *quater* du Code général des impôts.

En outre, en application de l'article 238 A du Code général des impôts, les intérêts et autres produits versés par l'Émetteur au titre des Obligations, assimilables à des emprunts émis avant le 1^{er} mars 2010, ne sont ni soumis à la règle de non déductibilité prévue à l'article 238 A du Code général des impôts ni à la retenue à la source prévue à l'article 119 *bis* 2 du Code général des impôts du seul fait qu'il sont dus ou payés à des personnes domiciliées ou établies dans un État Non Coopératif ou qu'ils sont payés dans un État Non Coopératif.

Le paiement des intérêts et le remboursement des Obligations sont effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre à la charge des porteurs d'Obligations.

Si une quelconque retenue à la source devait être prélevée sur les revenus ou produits des Obligations, l'Émetteur ne sera pas systématiquement tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser cette retenue (voir « Montants supplémentaires » ci-dessous).

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

Montants supplémentaires

Si en vertu de la législation française, le paiement des intérêts ou le remboursement du principal au titre des Obligations devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre de tout impôt ou taxe, l'Émetteur s'engage, dans la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les titulaires d'Obligations perçoivent, après déduction dudit prélèvement ou de ladite retenue à la source, l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées au titre des Obligations en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue à la source, étant toutefois précisé que l'Émetteur ne sera pas tenu de majorer les paiements relatifs à toute Obligation présentée au paiement :

- (a) le titulaire d'Obligations (ou un tiers agissant en son nom) est redevable en France desdits impôts ou taxes autrement que du fait de la seule détention desdites Obligations;
- (b) si ce prélèvement ou cette retenue à la source est exigible au titre d'un paiement effectué au bénéfice d'une personne physique et résulte de l'application de la Directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous la forme de paiements d'intérêts du 3 juin 2003, telle que modifiée le 19 juillet 2004 (la « **Directive** ») ou de toute loi mettant en œuvre la Directive, s'y conformant ou adoptée dans le but de s'y conformer.

2.16 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.16.1 Avis et convocations

Les avis destinés aux titulaires d'Obligations seront réputés avoir été régulièrement donnés s'ils sont publiés conformément à la loi (et notamment au Bulletin des Annonces légales obligatoires), et tant que les Obligations seront cotées sur Euronext Paris et que les règles d'Euronext Paris et de l'autorité de marché le demanderont, dans un quotidien économique et financier de diffusion nationale (tel que La Tribune).

Si l'un quelconque de ces journaux venait à cesser d'être publié ou s'il ne pouvait assurer la publication en temps opportun, celle-ci serait faite dans tout autre quotidien économique et financier de diffusion nationale en France que l'Agent Payeur jugerait approprié en vue de la bonne information des titulaires d'Obligations.

Ces avis seront réputés avoir été donnés à la date de la publication concernée ou, s'ils sont publiés plusieurs fois ou à des dates différentes, à la date de la première de ces publications.

Les avis adressés aux titulaires d'Obligations pourront être délivrés à Euroclear France afin d'être communiqués aux intermédiaires financiers habilités.

2.16.2 Service financier et service des titres

La centralisation du service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres) sera assurée par BNP Paribas Securities Services, en qualité d'agent payeur (l'« **Agent Payeur** »).

Tant que les titres seront cotés à Paris il y aura un Agent Payeur à Paris.

Le service des titres de l'emprunt est assuré par BNP Paribas Securities Services, mandaté par l'Émetteur.

L'Émetteur pourra changer ou mettre fin aux fonctions de l'Agent Payeur et/ou nommer un autre Agent Payeur ou accepter toute modification du lieu à partir duquel l'Agent Payeur agit, pourvu qu'à tout moment il y ait un Agent Payeur. Toute modification, fin des fonctions ou nomination prendra effet au plus tard 45 jours après qu'un avis préalable aura été donné conformément au paragraphe 2.16.1 (« Avis et convocation ») ci-dessus et pas moins de 30 jours avant ou après toute date d'exigibilité d'un paiement en principal ou en intérêts relatif à une Obligation.

2.16.3 Tribunaux compétents en cas de contestation

Toute réclamation à l'encontre de l'Émetteur relative aux Obligations pourra être portée devant les tribunaux compétents situés à Paris.

UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION

Le produit net de l'émission devant être reçu par l'Émetteur au titre de l'émission des Obligations, d'environ 26.295.209,02 euros, est destiné à financer les activités de l'Émetteur.

DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

1 Historique et évolution de l'Émetteur

Nom

Caisse Nationale des Autoroutes (« CNA »).

Date de constitution

La CNA a été constituée pour une durée indéterminée par le décret n°63-585 du 20 juin 1963.

Siège social, forme légale et législation applicable

Siège social : 56, rue de Lille, 75356 PARIS 07 SP.

Registre du commerce : SIREN No. 180 020 034 – APE 6492Z

Forme légale

La CNA est un établissement public à caractère administratif doté de l'autonomie financière régi par le Code de la voirie routière, titre II, chapitre II, section 2, sous-section 1, articles R.122-6 à R.122-15 (reprenant et abrogeant les dispositions du décret n° 63-585 du 20 juin 1963 modifiées par les décrets n°68 -972 du 5 novembre 1968 et n°86-910 du 30 juillet 1986).

La gestion administrative, comptable et financière de la CNA est assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions fixées par une convention conclue le 28 juin 1999 entre les deux établissements.

Les fonctions comptables et financières sont assurées dans les conditions prévues par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. Il s'ensuit notamment qu'un comptable public occupe le poste de comptable en chef et est placé à la tête des services de la comptabilité. Il est nommé par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'économie et des finances et du Ministre chargé de la voirie routière nationale. L'agent comptable assiste, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'administration.

Législation de l'Émetteur

La CNA est soumise à la législation française.

Evolutions récentes

Compte tenu de l'arrivée à maturité progressive du réseau autoroutier concédé aux sociétés concessionnaires d'autoroutes ayant eu recours au financement de la CNA, les besoins de financement desdites sociétés ont décliné.

D'autre part, et surtout, les trois groupes autoroutiers français privatisés en 2005 ont cessé d'être éligibles au financement de la CNA (ASF depuis fin 2005, APRR depuis fin 2008 et Sanef depuis fin 2009), conformément aux engagements pris lors de leurs respectives en 2002, 2004 et 2005. Ces sociétés se financent désormais directement sur le marché dans des conditions beaucoup plus attractives qu'elles ne l'auraient été par le passé. Par ailleurs, le processus de privatisation lancé le 18 juillet 2005 par le Gouvernement et finalisé au début de l'année 2006 a conduit à la conclusion d'avenants à la Convention

technique du 2 septembre 1996 qui régissait jusqu'alors les relations entre la CNA et les sociétés bénéficiaires.

Depuis 2010, seules restent éligibles pour leurs financements les deux sociétés « tunnelières », Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB) et Société Française du Tunnel Routier du Fréjus (SFTRF) (les « **Sociétés Tunnelières** »), dont l'encours de dette CNA représentait 12% de la dette totale à la fin de l'année 2010. Ces deux Sociétés Tunnelières continueront durablement à recourir à la CNA à la fois pour leurs investissements et pour leurs opérations de refinancement.

La décroissance de l'encours de la dette de la CNA devrait donc se poursuivre. Le désendettement devrait ainsi avoisiner 1.810.000.000 d'euros en 2011, et approcher 1.340.000.000 d'euros en 2012.

2 Investissements

Le montant du programme d'emprunts de la CNA pour 2011 approuvé par le Conseil d'administration du 5 janvier 2011 s'élève à 25.000.000 d'euros. Pour couvrir ce besoin de financement et toujours fidèle à sa politique d'abondement de souche, la CNA a lancé le 27 septembre 2011 une émission d'obligations assimilables à l'emprunt CNA 3,75% à échéance 15 juillet 2025, pour un montant de 25.000.000 euros, la date de règlement étant prévue le 24 octobre 2011.

3 Aperçu des activités de l'Émetteur

Principales activités

La CNA est un établissement public à caractère administratif doté de l'autonomie financière qui a pour mission de procurer aux sociétés concessionnaires d'autoroutes les ressources destinées au financement de la construction ou de l'aménagement des autoroutes donnant lieu à la perception de péages. Pour ce faire la CNA émet des emprunts sur les marchés français et internationaux et contracte des emprunts auprès de certains établissements financiers.

De par son statut d'établissement public national à caractère administratif, la CNA n'est pas dotée de capital et ses recettes ne proviennent pas du budget de l'Etat. Elle n'a, en tant qu'établissement public géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, pas de personnel propre.

La CNA transfère aujourd'hui l'ensemble de ses charges et de ses produits aux sociétés concessionnaires d'autoroutes bénéficiaires de ses financements et ne dégage en conséquence aucun résultat dans ses écritures comptables.

Modalités de financement

Le Conseil d'administration de la CNA délibère sur son budget, sur sa gestion comptable et financière et sur son programme annuel d'emprunts. La gestion administrative, comptable et financière de la CNA est effectuée par la Caisse des Dépôts et Consignations conformément aux termes d'une convention conclue entre les deux établissements.

Chaque année, une fois arrêtés les besoins de financement des sociétés éligibles aux financements CNA, un programme d'emprunts est élaboré dans le cadre d'une concertation entre les sociétés concessionnaires d'autoroutes, la CNA et ses Ministres de tutelle (Ministre chargé de l'économie et des finances et du Ministre chargé de la voirie

routière nationale). Cette concertation vise à déterminer des maturités d'emprunts prenant en compte les capacités de remboursement futures de chaque société.

L'essentiel du programme est donc réalisé via des émissions obligataires, une opération obligataire concernant en général plusieurs sociétés. La CNA est, du fait de son ancienneté, de son statut, du volume et de la régularité de ses émissions, un intervenant reconnu sur le marché obligataire primaire. Ses emprunts, émis sans la garantie de l'État depuis 1991, sont notés AAA par Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings. Les notations spécifiées auxquelles il est fait référence dans ce Prospectus doivent être traitées au regard du Règlement (CE) No. 1060/2009 sur les agences de notation de crédit (le « **Règlement ANC** ») comme ayant été émises par Standard & Poor's Ratings Services et/ou Fitch Ratings après demande d'enregistrement conformément au Règlement ANC, bien que le résultat d'une telle demande ne puisse être déterminé. Une notation n'est pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des titres financiers et est susceptible d'être modifiée, suspendue, réduite ou retirée à tout moment par l'agence de notation qui l'a émise. La modification, révision, suspension, réduction ou le retrait d'une notation peut affecter de manière défavorable le prix des Obligations.

Les ressources financières collectées de la sorte par la CNA sont ensuite distribuées sous forme de prêts aux sociétés concessionnaires d'autoroutes, les taux et maturités appliqués à ces prêts étant exactement les mêmes que ceux appliqués aux emprunts obligataires émis par la CNA. De cette façon, la CNA octroie des prêts à diverses sociétés concessionnaires d'autoroutes, les termes et conditions de ces prêts définissant les obligations de chaque partie, et en particulier les obligations des sociétés concessionnaires d'autoroutes de payer des sommes à la CNA conformément au calendrier de paiement des prêts contractés.

Par ailleurs, la CNA et la Banque européenne d'investissement (BEI) sont liées par des accords de financement pluriannuels affectés à des opérations de construction de sections d'autoroutes présentant un intérêt communautaire et à des programmes de travaux d'amélioration de sections d'autoroutes en service. En fonction de l'avancement des ouvrages ayant bénéficié de ces accords de financement, la CNA procède à des tirages de fonds auprès de la BEI sous forme de contrats d'emprunts dont les conditions de durée et de taux sont négociées ponctuellement.

La CNA bénéficie également de prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre des nouveaux emplois des fonds d'épargne, une enveloppe de 3,5 milliards d'euros destinée au financement des grands travaux d'infrastructures de transports a été mise en place en 2004.

Compte tenu de la nature des investissements des sociétés concessionnaires d'autoroutes, les emprunts que recherche la CNA ont généralement une durée supérieure à 10 ans, et sont libellés en euros, pour éviter tout risque de change.

Les ressources financières collectées par la CNA ont été réparties sous forme de prêts entre les huit sociétés concessionnaires d'autoroutes ci-après (dans le cadre de l'article 4 de la loi du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes) :

- Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR) et sa filiale Autoroutes Rhône-Alpes (AREA) ;
- Autoroutes du Sud de la France (ASF) et sa filiale la société des autoroutes Estérel, Côte-d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) ;

- la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (Sanef) et sa filiale la Société des Autoroutes Paris-Normandie (SAPN) ;
- Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB) ;
- La Société Française du Tunnel Routier du Fréjus (SFTRF).

Hormis les contrats de prêts individuels conclus entre la CNA et ses bénéficiaires, les conditions générales gouvernant les relations entre la CNA et les bénéficiaires de ses financements étaient régies par une convention du 2 septembre 1996 dont les termes ont été révisés à partir de 2006 afin de sécuriser les remboursements des prêts souscrits auprès de la CNA par les trois grands groupes privatisés au début de la même année.

4 Perspectives

Les principales prévisions pour les sociétés concessionnaires d'autoroutes sont décrites dans les paragraphes suivants. Elles sont limitées aux sociétés concessionnaires d'autoroutes privatisées au début de l'année 2006 et aux deux Sociétés Tunnelières demeurant publiques, qui seules ont eu accès aux financements de la CNA (à l'exclusion donc de Cofiroute et de tous les concessionnaires privés qui depuis le 31 décembre 1997 ont remporté des contrats à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence).

Les investissements doivent traduire à la fois la mise en route et l'achèvement des derniers grands chantiers qui permettront l'arrivée à maturité (quasi achevée) des réseaux des concessionnaires d'autoroutes historiques, ainsi que l'accent qui est plus que jamais mis sur les investissements à caractère environnementaux (dans la lignée des conclusions du Grenelle de l'environnement, un forum français multipartite de débat sur l'environnement) et d'exploitation (gestion du trafic, sécurité des usagers et des agents, qualité de service).

Il est à noter que pour l'essentiel, les derniers grands chantiers de constructions neuves en cours ou à venir n'affecteront pas la CNA, puisque depuis fin 2005 pour ASF, fin 2008 pour APRR et fin 2009 pour Sanef, les trois groupes autoroutiers ne sont plus éligibles à ses financements, comme ils en ont pris l'engagement lors de leurs ouvertures de capital respectives de 2002, 2004 et 2005. C'est pour cela que la diminution de l'encours de la dette CNA désormais observable chaque année devrait se prolonger et même s'accroître dans les prochaines années.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires des sociétés concessionnaires d'autoroutes historiques devrait continuer à progresser pour couvrir les nouvelles charges d'investissements mentionnées ci-dessus. La dette totale desdites sociétés devrait continuer à décroître, même si cette diminution sera plus faible qu'actuellement pour les sociétés concessionnaires d'autoroutes ayant encore des nouveaux chantiers de constructions neuves importantes à réaliser et qui de ce fait ont toujours des besoins de financement conséquents (cf. *supra*). Aussi, ces sociétés concessionnaires d'autoroutes devront émettre des emprunts directement sur les marchés financiers en parallèle des remboursements des échéances dues à la CNA. D'une manière générale, la situation du secteur devrait néanmoins continuer à s'améliorer.

5 Organes d'administration, de direction et de surveillance

Conseil d'administration

Établissement public à caractère administratif doté de l'autonomie financière, la CNA est administrée par un Conseil d'administration de sept membres dont la composition est la suivante:

- deux représentants du Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (Ministre actuellement en charge de la voirie routière nationale):
 - M. Christophe Saintillan (depuis le 27 décembre 2010), Président du Conseil d'administration ;
 - Mme Françoise Maurel (depuis le 5 octobre 2007) ;
- deux représentants du Ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie (Ministre actuellement en charge de l'économie et des finances):
 - M. Laurent Perdiolat (depuis le 27 décembre 2010), Vice-Président du Conseil d'administration ;
 - M. François Pouget (depuis le 6 avril 2011) ;
- un représentant du Ministre de l'intérieur : Mme Françoise Lopez (depuis le 28 novembre 2008) ;
- le Directeur général du Centre d'analyses stratégiques : M. Vincent Chriqui (depuis le 15 janvier 2010), représentée par M. Dominique Auverlot ;
- le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, représenté par M. Nathalie Gilly (depuis le 9 mars 2010).

Service gestionnaire

Mme Claudie Tanguy, Secrétaire générale de la CNA.

15 Quai Anatole France

75356 PARIS 07 SP

Directrice des mandats Publics à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Contrôle comptable

Mme Martine Delaveau, comptable public, assermentée auprès de la Cour des comptes, nommée par arrêté conjoint du Ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables et du Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 19 octobre 2007, agent comptable de l'établissement public « Caisse nationale des autoroutes ».

6 Fonctionnement des organes d'administration et de direction

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an ; il règle les affaires de la CNA et délibère notamment sur :

- le budget et le compte financier ;
- le montant et les caractéristiques des emprunts à émettre ;
- l'affectation du produit de ces emprunts ;
- l'établissement des comptes annuels.

C'est sous le contrôle du Conseil d'administration que la gestion administrative, comptable et financière de la CNA est assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions fixées par une convention conclue en date du 28 juin 1999 entre les deux établissements.

Les fonctions comptables et financières sont assurées dans les conditions prévues par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. Il s'ensuit notamment qu'un comptable public occupe le poste de comptable en chef et est placé à la tête des services de la comptabilité. Il est nommé par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'économie et des finances et du Ministre chargé de la voirie routière nationale. L'agent comptable assiste, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'administration.

Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance

En sa qualité d'établissement public à caractère administratif doté de l'autonomie financière, la CNA n'a pas mis en œuvre de procédures de contrôle interne.

7 Contrats importants

Le 18 juillet 2005, le Gouvernement français a initié un processus de privatisation des trois grands groupes autoroutiers français ASF, APRR et Sanef. Ces trois sociétés représentaient à elles seules près de 90% de la dette CNA, à la fin de l'année 2005. A ce titre, la CNA a procédé à l'élaboration d'avenants à la Convention technique de 1996 régissant les relations entre la CNA et lesdites sociétés, afin d'apporter des précisions sur certains points et de modifier un certain nombre de stipulations existantes qui avaient été fixées à une époque où l'Etat était directement et indirectement leur actionnaire majoritaire. Ces avenants, qui visent à sécuriser le remboursement de la dette CNA par les sociétés désormais privatisées en leur imposant notamment de nouvelles contraintes financières sous la forme de ratios financiers à respecter (covenants). Ces ratios sont dette nette / EBITDA < 7 et EBITDA / charges financières > 2,2. Ces avenants limitent également le périmètre d'activité des sociétés concessionnaires d'autoroutes et octroi à la CNA le droit d'examiner au préalable toute opération de fusion et d'apport partiel d'actifs. En contrepartie, les avenants accordent aux sociétés concessionnaires d'autoroutes la possibilité de rembourser de manière anticipée leur dette à la CNA. La conclusion de ces avenants par les sociétés concessionnaires d'autoroutes est intervenue au cours du premier semestre 2006. Conformément aux stipulations de ces avenants, les sociétés concessionnaires d'autoroutes se sont engagées à informer régulièrement la CNA sur leur situation financière. La CNA vérifie régulièrement la conformité des informations

communiquées avec les engagements des sociétés concessionnaires d'autoroutes et continue, en 2011, à recevoir des informations financières deux fois par an.

8 Déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Non applicable.

SOUSCRIPTION ET VENTE

En vertu d'un contrat de prise ferme en date du 20 octobre 2011 (le « **Contrat de Prise Ferme** »), le Chef de File s'est engagé vis-à-vis de l'Émetteur, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, à prendre ferme et à payer les Obligations à un prix de souscription égal à 104,346% du montant nominal total des Obligations plus un montant correspondant aux intérêts courus pour la période allant du 15 juillet 2011 inclus au 24 octobre 2011 exclu, diminué d'une commission globale de direction, de garantie et de placement de 0,20% du montant nominal des Obligations, soit un montant d'environ 26.295.209,02 euros. Le Contrat de Prise Ferme autorise, dans certaines circonstances, le Chef de File à résilier le Contrat de Prise Ferme.

Les Obligations seront entièrement souscrites à la date d'émission par le Chef de File. Elles ne seront en conséquence pas offertes au public sur le marché primaire.

États-Unis

Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en vertu du Securities Act. Sous réserve de certaines exceptions, les Obligations ne peuvent être ni offertes ni vendues aux États-Unis.

Les Obligations seront offertes et vendues en-dehors des États-Unis conformément à la Réglementation S du Securities Act.

En outre, jusqu'au quarantième (40ème) jour suivant le commencement de l'offre des Obligations, l'offre ou la vente des Obligations aux États-Unis par un quelconque courtier (dealer), participant à l'offre ou non, peut constituer une violation des obligations d'enregistrement du Securities Act.

Restrictions de vente relatives à une offre publique en application de la Directive Prospectus

En ce qui concerne chaque membre de l'Espace Économique Européen qui a mis en application la Directive Prospectus (chacun étant dénommé : un « **État Membre Concerné** »), le Chef de File déclare et garantit qu'il n'a pas procédé et ne procédera pas, dans cet État Membre Concerné, à l'offre des Obligations, mais pourra toutefois procéder à l'offre des Obligations dans cet État Membre Concerné :

(i) à tout moment à une personne morale qui est un investisseur qualifié au sens de la Directive Prospectus ;

(ii) à tout moment à moins de 100 ou, si l'État membre concerné a transposé les dispositions concernées de la Directive 2010 modifiant la Directive Prospectus, 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis par la Directive Prospectus) ;

(iii) à tout moment et dans toute autre circonstance entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus,

sous réserve qu'aucune autre offre d'Obligations visée aux paragraphes (i) à (iii) ci-dessus n'oblige l'Émetteur ou le Chef de File à publier un prospectus en application de l'article 3 de la Directive Prospectus ou un supplément en application de l'article 16 la Directive Prospectus.

Aux fins de la présente stipulation, et lorsqu'elle vise des Obligations dans un État Membre Concerné, l'expression « **offre des Obligations** » signifie la communication, quelle que soit sa forme ou son moyen, d'informations suffisantes sur les termes de l'offre et des Obligations à proposer de manière à permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire des Obligations, en tenant compte des modifications apportées par l'État membre en vertu de toute

mesure d'application de la Directive Prospectus dans ce même État membre, et l'expression Directive Prospectus signifie la Directive 2003/71/CE (et les modifications qui y sont apparentées, ce qui inclut les modifications apportées par la Directive 2010 modifiant la Directive Prospectus, dans la mesure où ces modifications ont été transposées dans l'État Membre Concerné) et inclut toute mesure d'application de celle-ci prise dans l'État Membre Concerné et l'expression « **Directive 2010 modifiant la Directive Prospectus** » signifie la Directive 2010/73/EU.

Royaume-Uni

Le Chef de File déclare et garantit que :

- Il a respecté et respectera toutes les dispositions applicables de la loi sur les services financiers et les marchés de 2000 (Financial Services and Markets Act 2000) (la « **FSMA** ») à tout ce qu'il entreprend relativement aux Obligations, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni ; et
- Il n'a transmis, ou fait en sorte que ne soit transmise et ne transmettra ou fera en sorte que ne soit transmise, aucune invitation ou incitation à entreprendre des services d'investissement (au sens de la section 21 de la FSMA) dont il a fait l'objet dans le cadre de l'émission ou la vente des Obligations, sauf dans les circonstances dans lesquelles la section 21(1) de la FSMA ne s'applique pas à l'Émetteur.

France

Chacun de l'Émetteur et le Chef de File déclare et garantit que, dans le cadre du placement initial des Obligations, (i) il n'a offert ni cédé ni n'offrira ni ne cèdera, directement ou indirectement, les Obligations au public en France et (ii) les offres et ventes d'Obligations faites en France le seront uniquement aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions des articles L.411-1, L. 411-2 et D. 411-1 à D. 411-3 du Code monétaire et financier.

INFORMATION GÉNÉRALE

1 **Systèmes de compensation**

Les Obligations ont été admises aux opérations des systèmes de compensation d'Euroclear France (115, rue Réaumur, 75081 Paris cedex 02, France).

Le code ISIN des Obligations est FR0010212613.

2 **Admission aux négociations**

Les Obligations feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Leur date de cotation est prévue le 24 octobre 2011.

Le cout total estimé de l'émission s'élève à 8.825 euros.

Pour les besoins de l'admission aux négociations des Obligations sur Euronext Paris, et conformément aux articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier, le présent Prospectus a été soumis à l'approbation de l'AMF et a reçu le visa n° 11-478 en date du 20 octobre 2011.

3 **Valeurs mobilières de même catégorie**

Outre les obligations d'un montant nominal total de 336.263.911,75 d'euros portant intérêt au taux de 3,75 % l'an émises le 15 juillet 2005, à la connaissance de l'Émetteur, des valeurs mobilières de même catégorie que les Obligations ont été ou sont actuellement négociées sur les marchés réglementés en France et à Luxembourg.

4 **Changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur**

Il n'y a pas eu de changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur survenu depuis le 30 juin 2011.

5 **Perspectives**

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2010.

6 **Procédures judiciaires et arbitrages**

Durant une période couvrant au moins les douze (12) derniers mois, il n'y a eu aucune instance gouvernementale, judiciaire, ou arbitrale (y compris toute procédure dont l'Émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu dans un passé récent des effets significatifs sur la position financière ou la rentabilité de l'Émetteur.

7 **Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission**

À la date du présent Prospectus, il n'existe pas d'intérêt, y compris des intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission des Obligations.

8 Contrats importants

A la date du présent Prospectus et à l'exception des informations contenues dans ce document, l'Émetteur n'a pas conclu de contrat important (autre que les contrats conclus dans le cadre normal de ses affaires), pouvant mettre à la charge de l'Émetteur une obligation ou un engagement important au regard de la faculté de l'Émetteur à accomplir ses obligations à l'égard des porteurs d'Obligations au titre des Obligations émises.

9 Documents accessibles au public

Pendant la durée de validité du présent Prospectus, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent, le cas échéant, être consultés au siège administratif de la CNA, 15, quai Anatole France 75356 Paris 07 SP, France :

- (a) les dispositions législatives et réglementaires établissant l'Émetteur ;
- (b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Émetteur dans le présent Prospectus ; et
- (c) les Comptes Annuels 2010, les Comptes Annuels 2009 et les Comptes Semestriels 2011.

10 Vérification des informations financières historiques annuelles

Les informations financières historiques annuelles ont été certifiées par un Agent Comptable de la CNA.

ÉMETTEUR

Caisse Nationale des Autoroutes

56, rue de Lille
75356 Paris 07 SP
France

CHEF DE FILE

J.P. MORGAN SECURITIES LTD.

125 London Wall
London EC2Y 5AJ
Royaume-Uni

AGENT PAYEUR

BNP Paribas Securities Services

(Numéro affilié à Euroclear France 29106)

Les Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin
France

Attention : Corporate Trust Services

Notification opérationnelle:

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch Corporate Trust Services

33 rue de Gasperich, Howald – Hesperange
L – 2085 Luxembourg
Téléphone : +352 26 96 20 00
Télécopie : +352 26 96 97 57
Attention: Lux Emetteurs / Lux GCT

CONSEILS JURIDIQUES

de l'Émetteur

Latham & Watkins
53, Quai d'Orsay
75007 Paris
France

du Chef de File

Linklaters LLP
25, rue de Marignan
75008 Paris
France